

ZOOM RECHERCHE

SI LA TECHNOLOGIE SE DIFFUSE PARTOUT, POURQUOI LES REVENUS DIVERGENT-ILS ?

EST-CE QUE L'OFFRE PEUT EXPLIQUER LES DIFFÉRENCES DE COMPORTEMENTS ALIMENTAIRES ENTRE PAYS ?

L'APPORT DE LIQUIDITÉ À TRAVERS DES PLATES-FORMES DE NÉGOCIATION MULTIPLES

CÔTÉ DÉBAT

COMMENT PENSER « ÉCOLO » EN PÉRIODE DE CRISE ÉCONOMIQUE ?

GRAND TÉMOIN

GÉRARD MESTRALLET

PARTENARIATS

ZOOM SUR TNIT

LA RECHERCHE MULTI ET INTERDISCIPLINAIRE

ET AUSSI...
ÉCOLE TSE • NEWS FLASH • CULTURE

Rencontre avec
NICOLAS TREICH...

Édito

Chers amis,

TSE a connu cet été deux moments majeurs de rencontres et d'échanges autour de l'économie. Tout d'abord la 1ère édition du TIGER Forum, début juin, où se sont croisés quelques grands noms de notre discipline, comme Eric Maskin, Olivier Blanchard ou Jean-Claude Trichet. Une belle réussite pour ce premier opus, qui nous encourage à poursuivre et à renforcer cette expérience. En page 10, nous commençons à lever le voile sur l'édition 2014 et son premier invité de prestige... Ensuite, quinze jours plus tard, nous avons accueilli le congrès international de l'EAERE : 700 économistes de l'environnement et des ressources naturelles ont débattu sur ces enjeux, confirmant la place unique que tient TSE dans cette spécialité.

Deux partenaires de TSE nous font l'amitié de témoigner dans ce numéro 4 de TSE Mag : le CNRS, par la voix de Patrice Bourdelais, son Directeur du Département Sciences Sociales et membre de notre conseil d'administration, et GDF-SUEZ, via son PDG Gérard Mestrallet, membre de notre Club des partenaires de TSE. Ces interviews illustrent le double ancrage qui a fait la réputation de TSE, au cœur de la science et au plus près des besoins de compréhension des problématiques économiques exprimés par les entreprises. Et puis comme chacun des numéros précédents de TSE-MAG, cette édition vous donnera l'occasion de vous familiariser avec la diversité et l'excellence des chercheurs de TSE : qu'ils travaillent sur la technologie, les comportements

d'achat, le marché des liquidités, le développement durable ou les réseaux numériques, ils montrent la richesse de la communauté TSE et leur capacité à aller sur des terrains où on ne les attend pas forcément, mais où leurs travaux viennent éclairer la décision publique ou privée. Vous découvrirez enfin les deux dernières bourses ERC (European Research Council) obtenues par Patrick Rey et Thomas Chaney, portant leur nombre à 11. TSE confirme ainsi sa position de 1^{ère} institution française en termes de bourses ERC en économie, et de loin, avec 58% du total français.

■ Jean Tirole
Christian Gollier



JEAN TIROLE, PRÉSIDENT TSE



CHRISTIAN GOLLIER, DIRECTEUR TSE

04

> ZOOM RECHERCHE

Martí Mestieri

Si la technologie se diffuse partout, pourquoi les revenus divergent-ils ?

Pierre Dubois

Est-ce que l'offre peut expliquer les différences de comportements alimentaires entre pays ?

Sophie Moinas

L'apport de liquidité à travers des plates-formes de négociation multiples.

08

> CÔTÉ DÉBAT

Nicolas Treich

Comment penser « écolo » en période de crise économique ?

10

> ÉVÉNEMENTS

TIGER Forum 2014

Entreprises globales dans des économies en expansion.

EEA-ESEM Toulouse 2014

12

> GRAND TÉMOIN

Gérard Mestrallet

Président Directeur Général de GDF-SUEZ sur la politique européenne de l'énergie.

14

> PARTENARIATS

Toulouse Network for Information Technology (TNIT)

Interview de Yassine Lefouili.

CNRS

Interview de Patrice Bourdelais, Directeur de Sciences humaines et Sociales au CNRS.

18

> ÉCOLE TSE

L'École et relations Entreprises

L'École Doctorale TSE en pleine réforme.

L'Exécutive Education EDF-TSE remportent un prix d'excellence.

20

> BRÈVES

Ils nous rejoignent... à TSE et à l'IAST.

Ils sont récompensés... De nouvelles bourses ERC et ANR.

22

> CULTURE

Augustin Landier

10 idées qui coulent la France.

Yoram Bauman

Les sciences économiques du point de vue de l'« économiste de one-man-show ».



Martí Mestieri

Si la technologie se diffuse partout, pourquoi les revenus divergent-ils ?

Cet article analyse la façon dont la diffusion de la technologie est en grande partie responsable du creusement des écarts de revenus entre les pays riches et les pays en développement depuis la révolution industrielle.

Il y a deux cents ans, les différences de revenus entre les pays étaient relativement minimales. Les pays européens et les « pays neufs » étaient en moyenne 90 % plus riches que les autres¹. En 2000, l'écart s'était creusé pour atteindre 750 %. La plupart des études économiques du développement à long terme ont tenté de lier ces différences de revenus actuelles à des facteurs prédéterminés, comme le patrimoine génétique, les différences culturelles, le climat et les institutions. Généralement, ces recherches rabaisent le revenu par tête de la période actuelle à des facteurs prédéterminés et y trouvent de fortes corrélations. Néanmoins, ces exercices nous apprennent peu de chose sur les mécanismes derrière l'émergence de ces différences de revenus vertigineuses d'un pays à l'autre ou sur le timing de leur divergence. Dans un récent article intitulé « If technology has arrived everywhere, why has income diverged? », en français « Si la technologie se diffuse partout, pourquoi les revenus divergent-ils ? », Diego Comin et moi-même menons une étude afin de déterminer si l'évolution internationale des mesures directes de la technologie peut entraîner une dynamique de revenus similaire à celle observée à partir des données.

DEUX MARGES D'ADOPTION

La contribution de la technologie à la croissance de la productivité d'un pays peut être décomposée en deux parties : la marge extensive et la marge intensive. La marge intensive est liée à l'éventail de technologies disponibles dans un pays, soit au rythme auquel celles-ci sont adoptées. La marge intensive enregistre le taux de pénétration des nouvelles technologies. Plus un pays utilise d'unités d'une nouvelle technologie (par rapport au revenu), plus le nombre de travailleurs ou d'unités de capital susceptibles de bénéficier des gains de productivité réalisés grâce à cette nouvelle technologie est élevé. Une augmentation du taux de pénétration de la technologie devrait, par conséquent, stimuler également la croissance de la productivité.

ÉVOLUTION DES MARGES D'ADOPTION

Nous déterminons les marges d'adoption extensive et intensive de 25 technologies majeures inventées au cours des deux derniers siècles dans un échantillon (déséquilibré)

couvrant 132 pays. Puis, nous utilisons nos estimations pour étudier l'évolution de ces deux marges d'adoption d'un pays à l'autre. Nous avons mis en évidence deux nouvelles constantes empiriques. Tout d'abord, les différences entre les pays en matière de délai d'adoption ont diminué au cours de la période. Ainsi, les délais d'adoption ont plus rapidement décliné pour les pays pauvres/adoptants tardifs que pour les pays riches/adoptants précoces. Ensuite, l'écart dans les taux de pénétration entre les pays riches et les pays pauvres s'est élargi au cours des deux derniers siècles, entraînant une divergence dans la marge intensive de l'adoption de technologies.

DYNAMIQUE DES REVENUS

Nous explorons ensuite la manière dont la dynamique des technologies affecte l'évolution du revenu. Nous simulons la dynamique des revenus en deux économies représentatives (l'une « développée », l'autre « en développement »). Après s'être alimenté de la dynamique d'adoption des technologies que nous avons découverte dans les données, le modèle génère des schémas internationaux de croissance de revenus qui ressemblent fort à ceux observés dans les données au cours des deux derniers siècles. Il fallut exactement un siècle aux pays développés pour atteindre le taux de croissance actuel de la productivité à long terme, en l'occurrence 2 %, tandis qu'il fallut deux fois plus de temps, si ce n'est plus, pour que les pays en développement atteignent ce rythme de croissance. Leur modélisation parvient à générer une multiplication par 3,2 de l'écart de revenu entre les pays riches et les pays en développement, ce qui représente les quatre cinquièmes du creusement qui a été effectivement observé. Pour conclure, il est important d'insister que cet exercice ne mentionne pas les éléments moteurs des délais d'adoption et de la marge intensive. Cependant, le fait que la dynamique des technologies suit bien la croissance moderne suggère que tous les partisans des différences à long terme devraient rentrer dans la même dynamique des technologies que nous mettons en évidence.

1 - Ces pays (européens et « neufs ») comprennent l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la France, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada et les États-Unis.

Pierre Dubois

Est-ce que l'offre peut expliquer les différences de comportements alimentaires entre pays ?

Aux États-Unis, le taux d'obésité observé est de plus de 30 % contre 23,6 % au Royaume-Uni et 14,5 % en France. Dans un article paru récemment, Pierre Dubois et ses coauteurs, Rachel Griffith et Aviv Nevo, étudient les différences d'achats alimentaires entre ces pays et cherchent à savoir si elles peuvent être expliquées par les différences de prix et de caractéristiques des produits.

RÉSUMÉ DE L'ARTICLE

Les achats alimentaires sont très différents d'un pays à l'autre. Nous utilisons des données très détaillées concernant les ménages américains, français et britanniques pour (i) quantifier ces différences, (ii) estimer un système de demande d'aliments et nutriments et (iii) simuler les choix contrefactuels obtenus dans le cas où les ménages se trouveraient confrontés aux prix et aux caractéristiques nutritionnelles des autres pays. Nous avons démontré que les prix et les caractéristiques des produits comptent et peuvent expliquer en partie les différences d'achats (notamment la différence d'apport calorique total entre les États-Unis et la France), mais qu'ils ne peuvent expliquer les différences de composition de l'alimentation. En effet, il semblerait que seule l'interaction entre l'environnement économique et les différences de préférences puisse expliquer les variations d'un pays à l'autre.

MATIÈRE À RÉFLEXION

Il est connu qu'aux États-Unis les résultats en matière de santé sont moins bons qu'en France ou au Royaume-Uni. Par exemple, 36,4 % des hommes âgés de 65 ans et plus aux États-Unis souffrent de problèmes cardiaques contre 28,8 % en France et 32,2 % au Royaume-Uni ; la prévalence du diabète est de 21,4 % aux États-Unis contre 13,0 % en France et 11,2 % au Royaume-Uni. On trouve aussi un fort taux d'obésité aux États-Unis avec 30 % contre 23,6 % au Royaume-Uni et 14,5 % en

France. Les économistes ont tendance à attribuer les différences en matière d'achats alimentaires d'un marché à l'autre aux différences de prix. Une autre explication résiderait dans les différences inhérentes aux préférences et aux habitudes alimentaires.

L'ÉTUDE

Dans cet article, nous étudions les différences en matière d'achats alimentaires et de nutrition de ces trois pays. Les ménages américains achètent, par exemple, plus de calories par personne. Ces calories prennent en majorité la forme de glucides et en minorité celle de protéines. Une plus grande part des dépenses est réservée aux boissons sucrées et aux plats préparés et une plus petite part aux fruits et légumes. Nous montrons également qu'il existe des différences substantielles de prix et de caractéristiques nutritionnelles des aliments dans ces trois pays, et notamment en termes de glucides, protéines et graisses. Notre contribution principale consiste à élaborer un modèle de demande de produits alimentaires et nutriments qui nous permet de tester si les prix et caractéristiques nutritionnelles peuvent expliquer les différences observées d'achats alimentaires. Cela est réalisé à l'aide de données recueillies auprès des ménages français, britanniques et américains qui incluent les achats détaillés de toutes leurs denrées alimentaires sur une période prolongée. Nous montrons que si un ménage américain moyen se trouvait confronté aux prix et aux caractéristiques des produits français, il achèterait bien moins de calories : il atteindrait ainsi un niveau similaire à celui du ménage français moyen confronté au même environnement. Cependant, la composition de ces calories ne serait pas la même. En modifiant uniquement les caractéristiques nutritionnelles, la quantité de calories que le ménage américain moyen achèterait serait peu affectée. Cela aurait cependant une incidence sur la source des calories absorbées avec moins de glucides mais plus de protéines et de graisses. En revanche, lorsque nous

simulons le panier alimentaire d'un ménage américain moyen faisant face à des produits aux caractéristiques nutritionnelles observées au Royaume-Uni, la quantité de calories baisse de manière importante, tandis que lorsqu'il fait face aux prix relatifs américains, elle augmente.

EN CONCLUSION

Les résultats suggèrent qu'alors que l'environnement économique, caractérisé ici par les prix et les caractéristiques des produits, peut avoir un impact considérable sur les achats alimentaires et la composition nutritionnelle du panier alimentaire, les prix et les caractéristiques des produits n'expliquent pas totalement les différences observées. Les variations de prix expliquent en grande partie la différence importante en matière d'apport calorique total entre les ménages français et américains moyens. Cependant, les caractéristiques nutritionnelles sont importantes lorsque l'on compare les États-Unis au Royaume-Uni, et les différences de préférences et d'habitudes alimentaires sont généralement essentielles et, dans certains cas, peuvent compenser l'influence de l'environnement économique. Nous avons observé, par exemple, que les ménages britanniques font des achats alimentaires plus sains que les ménages américains en dépit des prix et de l'offre de produits auxquels ils sont confrontés, et non grâce à eux.

UN PEU DE LECTURE...

« Do Prices and Attributes Explain International Differences in Food Purchases? »
TSE Working Paper n. 370, mai 2013, à paraître dans l'American Economic Review.



Martí Mestieri



Pierre Dubois

MOTS CLÉS

- > Technologie
- > Écart de revenus
- > Dynamique de croissance
- > Développement
- > Croissance
- > Productivité

EN SAVOIR PLUS

«If Technology has arrived everywhere, why has income diverged?»
TSE Working Paper, n. 13-409, mai 2013.



Sophie Moinas

L'apport de liquidité à travers des plates-formes de négociation multiples

Sophie Moinas nous en dit davantage à propos de l'article « Liquidity Supply across Multiple Trading Venues » qu'elle a coécrit avec Laurence Lesouret (ESSEC) et pour lequel la FESE (Federation of European Securities Exchanges) leur a remis le Prix Joseph de la Vega 2013, qui récompense les meilleurs travaux de recherche sur les marchés des valeurs mobilières en Europe.

Quelles étaient vos motivations à l'origine de ce projet de recherche ?

Sophie Moinas. En dix ans, le secteur financier a énormément changé. Les innovations et les modifications apportées à la réglementation (comme le RegNMS aux États-Unis ou le MiFID en Europe) ont fragmenté les marchés et donné naissance à une prolifération de plates-formes de négociation.

L'une des réactions à cela du côté des investisseurs «buy-side» (fonds de pension, gestionnaires d'actifs, investisseurs institutionnels) a été de développer des moteurs de recherche comme les systèmes intelligents de routage des ordres (SORS) et des algorithmes d'exécution pour répartir leurs ordres d'achat ou de vente de valeurs mobilières sur les plates-formes de négociation.

Certains intervenants «sell-side» (c'est-à-dire les banques d'investissement, certains hedge funds) ont réagi en se livrant à des activités de « tenue de marché multi plate-formes » ou en devenant des « global dealers », comme Getco se définit lui-même. Ces institutions se tiennent prêtes à acheter et à vendre des valeurs mobilières pour se porter contrepartie des achats et ventes des investisseurs, et leur permettre d'échanger immédiatement. Pour se faire, ils ont besoin de gérer leur propre position de titres. Mais par rapport aux maisons de courtage plus traditionnelles, leur présence est rarement obligatoire et ils peuvent accéder à plusieurs plates-formes de négociation. Getco, par exemple, pratique le négoce de titres cotés au NYSE sur les plates-formes NYSE, Arca, Getmatched, BATS-Z, BATS-Y, Nasdaq, Lightpool, Deutsche Bank... Mais cela n'est pas purement anecdotique : des faits empiriques prouvent que certaines entreprises pratiquant le « trading haute fréquence » aujourd'hui, agissent en teneurs de marché multi-plate-formes. Dans notre article, nous cherchons à

comprendre le comportement de cotation de ces nouveaux acteurs. Comment déterminent-ils leurs prix de vente et d'achat sur différentes plates-formes de manière simultanée ? Quelles sont les conséquences de leur présence sur les coûts des transactions ?

Quelle est votre approche ?

SM. L'article se penche tout d'abord sur l'impact de la fragmentation à l'aide d'un modèle novateur qui analyse le comportement des teneurs de marché multi-plate-formes dans un marché fragmenté. L'objectif premier de cette analyse théorique est de comprendre les forces économiques qui sont en jeu dans la tenue de marché multi-plate-formes. De quelle manière la fragmentation impacte-t-elle les risques ? La concurrence au sein d'une plate-forme ? La concurrence entre les plate-formes ? L'analyse montre que les coûts des transactions, mesurés par les fourchettes cours acheteurs - cours vendeurs du marché, sont affectés de manière significative par la divergence des stocks mondiaux des négociants et sont liés à la taille et à la direction des flux d'ordres acheminés vers l'autre plate-forme. Nous utilisons ensuite une base de données exclusive sur des titres listés sur différentes bourses pour analyser de manière empirique les stratégies de soumission d'ordres d'un sous-ensemble de membres que nous identifions comme étant des teneurs de marché multi-plate-formes. Nous montrons que ces membres gèrent de manière active leur stock de titres et que, suite à une exécution sur l'une des plate-formes, ils ajustent leurs prix sur l'autre plate-forme. Comme notre modèle le prédit, nous observons également que l'agressivité des prix dépend de la dispersion des stocks des titres des teneurs de marché.



MOTS CLÉS

- > Concurrence
- > Valeurs mobilières
- > Liquidité
- > Innovation
- > Bourse des valeurs

Quelles en sont les implications pour la politique publique ?

SM. La fragmentation des marchés est généralement vue comme un élément favorisant la concurrence entre les marchés (en réduisant les coûts directs des transactions, comme les taxes appliquées par les plates-formes), aux dépens des coûts de transactions indirects (en diminuant la liquidité du marché, par exemple). Nous avons observé que, lorsque les fournisseurs de liquidité sont actifs sur plusieurs plates-formes, ce qui est le cas actuellement, ils consolident les marchés et atténuent ainsi les effets négatifs de la concurrence, tout en augmentant non seulement la concurrence entre les marchés, mais aussi la concurrence entre les teneurs de marchés au sein d'une même plate-forme.



Cet article a été récompensé par le Prix Joseph de la Vega 2013, le 26 juin 2013 à Berlin.

À propos de nos chercheurs



Pierre Dubois

Pierre Dubois est professeur d'économie à Toulouse School of Economics de l'Université de Toulouse 1 Capitole, chargé de recherche de l'Institut d'Économie Industrielle (IDEI) et membre junior de l'Institut Universitaire de France. Il a obtenu son diplôme à l'EHESS, Paris, en 1999. Il est également chargé de recherche au CEPR et à l'EUDN, membre du conseil scientifique de l'Université de Toulouse et conseiller scientifique auprès de la Commission britannique de la concurrence. Pierre Dubois est également éditeur de l'International Journal of Industrial Organization, éditeur associé d'Annals of Economics and Statistics et de European Economic Review.

Il mène ses recherches dans le domaine de la microéconomie empirique en se focalisant sur plusieurs champs de l'économie du développement et, plus récemment, sur l'organisation industrielle empirique, la demande alimentaire, la santé et l'industrie pharmaceutique.

Martí Mestieri

Membre de l'IAST, Martí a obtenu son doctorat en économie au MIT avant de rejoindre TSE en 2011 où il occupe une chaire junior (professeur adjoint). Il s'intéresse tout particulièrement à l'acquisition du capital humain et à l'adoption de la technologie. Parmi ses travaux de recherche figure l'étude des interactions entre la diffusion de la technologie et le développement économique, les effets de la révolution informatique sur l'inégalité des salaires et le schéma de spécialisation, ainsi que l'influence des contraintes d'emprunt et d'informations confidentielles sur la conception des systèmes éducatifs.



Sophie Moinas

Sophie Moinas est professeur de finance à l'IAE Toulouse (Université de Toulouse), chercheuse au CRM et membre de Toulouse School of Economics et de l'IDEI. Elle a obtenu son doctorat à HEC en 2005. Pour ses recherches, Sophie Moinas a reçu le Prix de thèse, décerné par l'Association Française de Finance et Euronext en 2006, des subventions de recherche de l'Institut Europlace de Finance en 2009 et 2010 et de l'Agence Nationale pour la Recherche en 2009 pour un projet sur le « trading algorithmique ». Ses derniers travaux se focalisent sur la fragmentation des marchés.

Comment penser « écolo » en période de crise économique ?

INTERVIEW DE NICOLAS TREICH

Nicolas Treich est directeur de recherche à l'INRA, à la Toulouse School of Economics. Il était cette année le directeur scientifique de la conférence de l'association européenne des économistes en environnement (EAERE) et il est membre de la chaire « Finance Durable et Investissement Responsable » (FDIR). Dans cette interview, il donne son avis sur le lien qui existe actuellement entre l'environnement et la croissance économique en mettant un accent sur le rôle du gouvernement français à cet égard.

Dans quelle mesure est-ce une évidence d'associer environnement et croissance économique ?

Nicolas Treich. Le lien entre l'environnement et la croissance (ou crise) économique a été largement étudié. L'un des axes de recherche concerne la dénommée « courbe environnementale de Kuznets », qui a identifié une relation en U inversé entre la pollution et le revenu par habitant. La qualité environnementale a tendance à se détériorer aux premiers stades du développement et à s'améliorer au cours de stades plus avancés. Un ingrédient permettant d'expliquer cette relation est que l'environnement a tendance à être un bien « normal », au sens où les personnes aux revenus élevés demandent en moyenne un environnement de meilleure qualité. À cet égard, la crise actuelle qui a un effet négatif sur les revenus n'est peut-être pas un bon présage pour l'environnement.

Quel est le rôle des hommes et femmes politiques en la matière ?

NT. Les responsables politiques suggèrent souvent que les efforts déployés pour protéger l'environnement doivent être considérés comme une chance pour le développement économique, tout particulièrement au niveau de l'emploi. Par exemple, quatre membres du gouvernement actuel ont déclaré cet été que la transition écologique devrait créer un million d'emplois d'ici 2025. Malheureusement, je n'ai pas vu d'analyse économique solide pouvant appuyer une telle déclaration. Je pense en fait que cette transition écologique ne créera pas beaucoup d'emplois, ce qui signifie que des emplois « verts » seront peut-être créés, mais probablement au détriment d'emplois « actuels », et le chiffre net pourrait très bien être globalement négatif. Le gouvernement précédent avait fait une déclaration semblable en 2007 en affirmant que le Grenelle de l'environnement allait créer plus de 500 000 emplois d'ici 2020. Étant donné la tendance globale de l'emploi en France, on peut se demander si ces affirmations sont raisonnables. Mais, que je sois bien clair, cela ne signifie pas que nous ne devrions pas investir dans la protection de l'environnement. Un environnement de meilleure qualité est un énorme bienfait pour la population. Mais ce bienfait a souvent un prix en termes de développement économique. Les opportunités gagnantes-gagnantes (meilleur environnement et croissance) comme celles que présentent souvent nos responsables politiques semblent idéales... mais elles sont malheureusement rares dans le monde réel.

Les opportunités gagnantes-gagnantes comme celles que présentent nos responsables politiques semblent intéressantes... mais elles sont malheureusement rares dans le monde réel.

UN PEU DE LECTURE

C. Gollier & S. Pouget, « **Asset prices and corporate behavior with socially responsible investors** » TSE working paper.

Kitzmüller M. and J. Shimshack, 2012, « **Economic perspectives on corporate social responsibility** » Journal of Economic Literature 50, 51-84.

Le départ de deux ministres de l'Écologie en un an a-t-il menacé l'image du gouvernement français ?

NT. L'environnement est un sujet politique sensible. Plusieurs secteurs de l'économie, comme le secteur de l'énergie par exemple, dépendent fortement et directement des décisions gouvernementales (par le biais des subventions, par exemple, ou l'introduction d'une nouvelle loi environnementale). Il est donc naturel de s'attendre à un lobbying industriel intensif et, de même, à de fortes pressions exercées sur les hommes et femmes politiques au pouvoir. Le départ de la seconde ministre de l'Écologie est apparemment lié à une diminution du budget de son ministère. Cela suggère peut-être que, dans une période économique difficile, il pourrait y avoir d'autres priorités pour le gouvernement que celle de l'environnement. En temps de crise, nous n'avons pas forcément les moyens de supporter le coût des politiques environnementales, comme je l'ai suggéré précédemment. Pour moi, la clef est de comparer ce coût aux avantages générés par les politiques environnementales. Cette comparaison peut aider à sélectionner des politiques efficaces et peut aider à réduire le lobbying politique et la démagogie. Malheureusement, ces comparaisons des coûts et des avantages ne sont souvent pas produites, ni rendues publiques. À TSE, grâce au soutien de l'INRA et du ministère de l'Écologie, nous avons créé un groupe composé d'Henrik Andersson, de James Hammitt et de moi-même, ainsi que d'une poignée de postdocs et d'étudiants en thèse spécialisés dans le calcul des effets bénéfiques pour la santé des politiques environnementales.

Le gouvernement peut-il à lui seul gérer les problèmes environnementaux ?

NT. La protection de l'environnement est traditionnellement vue comme une stratégie « top down » : les entreprises polluent et le gouvernement réglemente. Ceci est le point de vue classique des manuels d'économie : lorsqu'une défaillance du marché se produit, comme une externalité environnementale, le rôle du gouvernement et de concevoir les instruments adéquats (impôts, subventions, permis, normes, règles de responsabilité, etc.) pour répondre à cette défaillance. Cependant, cette stratégie descendante a été de plus en plus critiquée, essentiellement pour deux raisons. La première est liée à la difficulté à résoudre le problème du fait de l'asymétrie de l'information : le gouvernement n'a pas les moyens de surveiller le niveau de pollution généré par toutes les entreprises. La seconde est liée à l'économie politique. Il est possible que les gouvernements ne souhaitent tout simplement pas mettre en place de politiques efficaces à cause du lobbying. Un autre motif analogue est la nature mondiale de nombreux problèmes environnementaux qui empêchent les gouvernements locaux de répondre de manière unilatérale au problème environnemental. Du fait de ces raisons, une nouvelle approche de type « bottom up » a gagné en popularité au cours des dernières années, le mouvement dit pour la « responsabilité sociale des entreprises » (RSE). L'idée est que les entreprises fassent des efforts de leur plein gré pour diminuer la pollution, de manière à ce que les citoyens et les consommateurs à qui ces initiatives plaisent achètent leurs produits, voire évitent de boycotter l'entreprise. Cette nouvelle approche est prometteuse, comme l'indiquent certaines recherches réalisées à TSE sous la direction de la chaire « Finance Durable et Investissement Responsable » (FDIR). Néanmoins, il est possible que certains de mes collègues comme Stefan Ambec ou encore Sébastien Pouget ne soit pas d'accord avec moi, je pense que la RSE est un concept fragile. Il s'appuie sur la faible et instable générosité des citoyens et sur la capacité à produire des informations pertinentes et accessibles à propos des entreprises qui font réellement un effort en faveur de l'environnement. Jusque-là, nous avons vu beaucoup de « greenwashing » des entreprises.

Une participation interdisciplinaire peut-elle aider à faire avancer la cause environnementale ?

NT. La RSE illustre la variété et la difficulté des recherches sur les problèmes environnementaux. Lorsque l'on se penche sur la générosité des particuliers, on souhaite naturellement s'appuyer sur les recherches faites dans le domaine de la psychologie et de la sociologie. De manière similaire, lorsque l'on souhaite mieux comprendre le

lobbying environnemental, il peut être utile de consulter des politologues. Afin d'illustrer l'interdisciplinarité de ces questions, le département d'économie de l'environnement à TSE a déployé un effort de recherche commun avec l'IAST (Institute for Advanced Study in Toulouse) au cours des deux dernières années. Nous avons organisé des conférences (« Behavioral environmental economics », 2012, « Biology and economics », 2013 et la conférence de l'EAERE, 2013) qui ont bien représenté la recherche interdisciplinaire sur les questions environnementales.

PORTRAIT



> **Nicolas Treich est directeur de recherche à l'INRA et membre de LERNA et de l'IDEI. Ses recherches concernent la théorie du risque et de la décision, l'économie de l'environnement et l'analyse du rapport coûts-avantages. Il a publié plusieurs articles scientifiques, notamment sur le principe de précaution, la valeur d'une vie statistique et la politique climatique. Il a organisé plusieurs conférences internationales et a écrit divers articles et rapports destinés au grand public sur les questions qui entourent la politique de gestion des risques.**

TIGER Forum 2014

Entreprises globales dans des économies en expansion



Save the date: 2-6 juin 2014

Après le succès de la première édition du Forum TIGER en 2013, TSE annonce la deuxième édition - TIGER Forum 2014, ce qui englobe 6 conférences universitaires, ainsi que des tables rondes politiques de haut niveau. Cet ensemble d'événements saura, sans aucun doute, retenir l'attention des universitaires, des décideurs et des médias.

Le programme :

En plus des événements politiques, Le TIGER Forum 2014 comprendra des conférences scientifiques dans les domaines suivants :

- Deux conférences :
 - Transport : Conférence annuelle de Kuhmo Nectar de l'Association Internationale de l'économie du Transport
 - Energie : les énergéticiens à la croisée des chemins : préparer un futur décarboné
- Quatre workshops :
 - Santé et industrie pharmaceutique
 - Développement économique
 - L'armée dans la politique au 21^e siècle
 - Economie et Religions

Flashback

TIGER Forum 2013

Consultez toutes les vidéos des conférences scientifiques, session plénière et des tables rondes.

> Contact TSE : Marc Ivaldi



Suivez toute l'actualité et restez informé :

www.tiger-forum.com

@TIGERForum2014

Info Exclusive

> Lauréat du Prix Jean-Jacques Laffont 2014 - Prof. Joseph STIGLITZ



ÉVÉNEMENTS PASSÉS

2-5 juin 2013
TIGER Forum

20-21 juin 2013
Workshop in Macroeconomics

24-25 juin 2013
The 9th Toulouse Lecture in Economics

26-29 juin 2013
EAERE 2013



EEA-ESEM

TOULOUSE 2014

Conférence : 25 - 29 août 2014

TSE organise le 29^e congrès annuel de l'Association économique européenne (EEA) et la 68^e rencontre européenne de la Société d'économétrie. Cette conférence rassemble plus de 1500 économistes du monde entier et représente une communauté scientifique majeure.



DATES À RETENIR

15 novembre 2014 :
Soumission de papiers

15 février 2014 :
Clôture de soumission de papier

18 avril 2014 :
Annonce des papiers retenus

16 mai 2014 :
Date limite des inscriptions

Site web

www.eea-esem-congresses.org

> Contact TSE : Vincent Réquillart



Vidéotheque TSE

La chaîne développée par TSE et UBICAST est un excellent moyen d'accéder aux conférences et événements académiques passés.

<http://ut-capitole.ubicast.tv/channels/#toulouse-school-of-economics>



ÉVÉNEMENTS À VENIR

13 novembre 2013
Conférence « Recent Developments in the Statistics of High Frequency Data »

14-15 novembre 2013
5^{ème} Conférence Française d'Économétrie

13-14 décembre 2013
Conférence « Recent Advances in Set Identification: Theory and Applications »

Gérard Mestrallet et Edouard Sauvage de GDF SUEZ nous parlent de la nécessité pour les dirigeants politiques de l'UE à agir rapidement sur la politique européenne de l'énergie



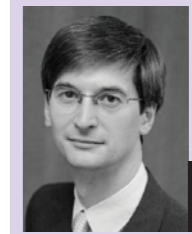
Gérard Mestrallet

Gérard Mestrallet en bref ...

Président-Directeur Général de GDF-SUEZ
Né le 1er avril 1949, il est diplômé l'Ecole Polytechnique (68), de l'ENAC (71) et de l'ENA (78).
Après quatre années dans la haute fonction publique, il entre au sein de la Compagnie de Suez en 1984 et en devient Président-Directeur Général en 1995. Deux ans plus tard, il prend la Présidence du Directoire de Suez Lyonnaise des Eaux. Il accède au poste de Président-Directeur Général de SUEZ en 2001 puis de GDF SUEZ en 2007. En dehors du Groupe GDF SUEZ, il est notamment Administrateur de Saint-Gobain (France), de Pargesa Holding SA (Suisse) et de International Power (Royaume-Uni). Il préside également l'Association Paris EUROPLACE et est membre du Conseil de Surveillance de Siemens AG (depuis janvier 2013).



Le Groupe GDF-SUEZ, un des géants mondiaux de l'énergie, est membre fondateur de la Fondation de Toulouse School of Economics. Né en 2007 de la fusion de GDF et du groupe SUEZ, le groupe est aujourd'hui le 1er producteur mondial d'électricité non nucléaire. Présent dans 50 pays, il compte plus de 138.000 collaborateurs, a réalisé en 2012 un CA de 82 milliards d'euros et il investit chaque année entre 7 et 8 milliards d'euros. Gérard Mestrallet, son PDG, et Edouard Sauvage, son Directeur de Stratégie, sont les invités de TSE MAG.



Edouard Sauvage, Directeur de Stratégie

La transition énergétique est au cœur du débat public : quelles sont les réponses de GDF-SUEZ au défi de la réduction des émissions de gaz à effet de serre ?

Gérard Mestrallet (GM). En tant qu'énergéticien mondial, avec un fort ancrage sur le territoire français, GDF SUEZ est convaincu de la nécessité d'engager cette mutation et a souhaité apporter sa contribution au débat national sur la transition énergétique. Nous défendons l'idée d'une transition énergétique fondée sur deux piliers :

- 1) L'accélération des politiques d'efficacité énergétique, en se concentrant en priorité sur la rénovation thermique des logements les plus énergivores. Les bâtiments résidentiels et tertiaires représentent en effet plus de 40% des consommations d'énergie du pays. Pour cela, nous proposons la création d'un passeport rénovation qui permette de détecter ces logements et d'accompagner les ménages à chaque étape de leurs travaux ;
- 2) Le développement d'un mix énergétique équilibré : le débat en France se focalise trop souvent sur la seule électricité. Or les utilisations de l'énergie sont très variées – pour le chauffage, le transport, l'industrie... Pour chaque besoin, il faut trouver la forme d'énergie la plus adaptée. Le gaz renouvelable – le biogaz, issu de la fermentation des déchets – est une énergie tout à fait pertinente pour le chauffage ou pour alimenter des flottes de véhicules. Il s'agit d'une énergie renouvelable prometteuse, au plan environnemental mais aussi au plan économique, mais pourtant trop souvent oubliée.

Ces deux piliers – efficacité énergétique et mix de production diversifié – sont au cœur de notre propre stratégie : GDF SUEZ se définit comme un véritable partenaire énergétique de ses clients. Le Groupe ne leur apporte plus seulement du gaz ou de l'électricité mais les aide à gérer et réduire leurs consommations et à développer des solutions innovantes au quotidien.

Le Commissaire européen à l'énergie Günther Oettinger plaide récemment dans une interview dans Les Echos pour une véritable Europe de l'énergie, demandant notamment une harmonisation des législations et une amélioration des interconnexions : comment GDF-SUEZ se prépare à cette Europe de l'énergie ?

GM. L'Europe vit les débuts d'une mutation profonde de son système énergétique, avec une fragmentation du secteur énergétique (induite par la libéralisation des marchés et par le développement de la concurrence), des productions d'énergie plus décentralisées (essor des énergies renouvelables et généralisation des compteurs communicants, les « smart-grids », qui vont jouer un rôle important) et une baisse de la demande en énergie, en raison de la crise économique et de la désindustrialisation, mais aussi sous l'effet de politiques d'économies d'énergie de plus en plus ambitieuses.

En parallèle de ces évolutions, le manque de visibilité et l'incertitude au niveau réglementaire font qu'il est impossible pour un investisseur d'apporter sa contribution à une transformation du système énergétique européen. Le secteur de l'électricité

connaît un recul rapide des heures de fonctionnement et affiche un nombre croissant de centrales électriques qui ne sont plus rentables, d'où l'arrêt prématuré de certaines centrales. GDF Suez a su réagir en optimisant son portefeuille d'actifs européens et en renforçant son développement dans les ENR, dans les services d'efficacité énergétique et dans les pays en croissance.

Force est toutefois de constater que cette situation affecte les intérêts de l'économie au sens large. La prolongation du statu quo actuel est donc impossible, notamment en raison du potentiel dont jouit le secteur de l'énergie à influencer de manière très positive l'économie européenne actuellement en grande difficulté et de la capacité du secteur à s'ériger en véritable moteur de la croissance économique.

Je souscris donc tout à fait aux propos du Commissaire Européen à l'énergie demandant une harmonisation des législations. J'appelle au développement de politiques énergétiques nationales et européennes davantage coordonnées et prévisibles de manière à permettre la réalisation d'investissements indispensables et opérer la transition vers la fourniture d'une énergie en Europe avec un faible bilan carbone. Cette nécessaire reconsolidation de la politique européenne devrait passer par les mesures suivantes :

- Offrir au marché européen du carbone des perspectives fiables : la politique européenne doit fixer dès à présent des objectifs d'émissions de gaz à effet de serre au-delà de 2020 qui soient ambitieux, mais néanmoins stables et réalistes.
- Refondre le market design de sorte qu'il rémunère équitablement tous les actifs qui contribuent à la sécurité d'approvisionnement : la mise en place de mécanismes de rémunération des capacités, fondée sur des directives européennes, est à ce titre indispensable. Le dispositif doit s'inscrire dans une perspective de visibilité à long terme en évitant les initiatives nationales qui, par leur manque de coordination, risquent de sous-optimiser les échanges aux frontières et renchérir le coût de la sécurité d'approvisionnement.
- Promouvoir les énergies renouvelables de manière plus durable : les mécanismes de soutien ont été mis en place de façon désordonnée et déconnectée des conditions de demande dans les Etats Membres, ce qui a entraîné des effets néfastes sur les prix payés par les consommateurs et la compétitivité des entreprises européennes. Il est indispensable que les subventions aux énergies renouvelables soient conçues de manière rentable et selon une orientation de marché.

- Continuer à investir dans les technologies prometteuses : stockage énergétique, séquestration et stockage du carbone, compteurs et réseaux intelligents, gaz de schiste et nouvelles énergies renouvelables.

Les dirigeants politiques de l'UE doivent donc rapidement définir une nouvelle orientation de la politique énergétique européenne. Je souligne que les investissements réalisés dans le secteur énergétique apportent une contribution non seulement à la fourniture d'un produit sûr et efficace, mais aussi à la création d'emplois et la revitalisation de l'économie.

Quelles furent les motivations de GDF SUEZ pour s'impliquer dans la création de la Fondation TSE en tant que fondateur et quelles sont les retombées de ce partenariat ?

Edouard Sauvage (ES). Jean-Jacques Laffont a largement contribué au renouvellement de la science économique au travers de ses écrits sur le rôle de l'information dans l'analyse des relations entre acteurs économiques. Son aura personnelle ainsi que les talents qu'il a réunis dans les années 90 au sein de l'IDEI (Institut d'Economie Industrielle) à Toulouse ont convaincu GDF Suez de la nécessité d'accompagner ce projet. Outre la satisfaction d'avoir contribué à l'émergence d'un fleuron de la recherche en économie, GDF SUEZ a suivi avec intérêt les recherches menées par TSE dans un domaine important pour le groupe : l'économie de l'environnement et des ressources naturelles. Ainsi, les analyses développées par les chercheurs de Toulouse autour des liens entre croissance économique, environnement et énergie rencontrent l'ambition fondamentale du groupe qui veut faire de l'énergie une source de progrès et de développement. Les progrès technologiques, mais aussi les incertitudes réglementaires auxquelles le secteur de l'énergie est confronté, multiplient les futurs possibles. Le travail des économistes contribue à réduire l'incertitude que rencontrent les acteurs de ce secteur. Il permet également d'identifier les politiques les plus efficaces pour faire face, par exemple, au phénomène du changement climatique. La voix des économistes n'a peut-être pas encore assez d'écho dans les instances de décisions politiques, notamment au niveau européen.

Que pensez-vous des débats actuels sur l'éthique et les conflits d'intérêts au sein des économistes ? Comment garantir la liberté de recherche de l'économiste dans un contexte de relations étroites avec les entreprises ?

ES. Ces débats sont partis des Etats-Unis où la proximité des économistes avec des puissantes institutions financières a fait l'objet de vives critiques après la crise financière. Ils se sont propagés en Europe à propos de certains économistes particulièrement médiatiques. Le fait que des économistes de renom soient mandatés par des institutions financières ou des entreprises n'est pas choquant, c'est même rassurant que leur compétence soit au service des acteurs de l'économie. Néanmoins, leurs liens avec des institutions publiques ou privées devraient être rappelés lorsqu'ils interviennent sur la place publique sur un sujet potentiellement porteur de conflit d'intérêt.

Ces débats témoignent de la nécessité d'un système transparent de financement de la recherche en économie. Celui mis en place par TSE via la Fondation Jean-Jacques Laffont semble emblématique d'un partenariat qui garantit l'indépendance des chercheurs. Les entreprises participent au financement de la recherche sans intervenir directement dans le choix des problématiques traitées.

Zoom sur Toulouse Network for Information Technology (TNIT)

Le Toulouse Network for Information Technology est financé par Microsoft et géré par Jacques Crémer, Directeur Scientifique de TSE et Yassine Lefouili, chercheur à TSE.



Microsoft



ENTRETIEN AVEC YASSINE LEFOUILI

Pour quelle raison ce réseau a-t-il été créé ?

Yassine Lefouili. Le TNIT a été créé en 2005 pour encourager la réalisation de travaux de recherche économique de qualité sur l'industrie du logiciel, le rôle et l'incidence d'Internet et la propriété intellectuelle. L'objectif du réseau est d'inciter les meilleurs économistes du monde à examiner les différentes questions générées par le développement rapide des technologies de l'information. Notre réseau est composé de membres du MIT, de Stanford, Harvard, Chicago... La liste complète des membres est disponible en ligne : <http://idei.fr/tnit/members.html>

Afin de répondre aux attentes d'excellence du TNIT, ses membres bénéficient d'une indépendance académique totale pour leurs travaux.

À quelle fréquence ses membres se réunissent-ils ?

YL. Les membres participent à une réunion annuelle au cours de laquelle ils discutent des recherches de chacun et dialoguent avec des professionnels de haut niveau sur l'évolution de l'industrie des technologies de l'information. Récemment, de jeunes chercheurs travaillant sur les technologies de l'information ont été invités à présenter leurs travaux aux réunions annuelles du TNIT, afin de pouvoir discuter avec les membres du réseau et bénéficier de leurs commentaires. **La réunion annuelle a eu lieu les 18-19 octobre 2013 à Redmond, dans l'État de Washington. Neuf présentations d'articles universitaires, ainsi que trois sessions de réflexion sur les sujets suivants : le Big Data, la politique de la concurrence et la propriété intellectuelle ont été présentées.**

“ Près de 70 articles universitaires ont été écrits depuis 2005 par les membres du TNIT dans le cadre de leur engagement dans le réseau.

Qu'en est-il de la recherche menée par les membres du TNIT ?

Pourriez-vous nous donner des exemples de leurs derniers travaux ?

YL. Près de 70 articles universitaires ont été écrits depuis 2005 par les membres du TNIT dans le cadre de leur engagement dans le réseau.

Nombre de ces articles ont été publiés dans des revues de renom comme l'American Economic Review, Econometrica, Journal of Political Economy et Quarterly Journal of Economics. Voici deux exemples de travaux très récents réalisés par des membres du réseau. Dans « Sales Mechanisms in Online Markets: What Happened to Internet Auctions », un article présenté au cours de la réunion annuelle de 2012, Jonathan Levin, membre du TNIT, et ses coauteurs explorent l'évolution des mécanismes de vente dans les marchés en ligne. Tandis qu'aux débuts du commerce sur Internet, les ventes aux enchères destinées aux consommateurs étaient très populaires, aujourd'hui, les vendeurs en ligne utilisent principalement des prix affichés. À partir de données d'eBay, les auteurs affirment que les changements de composition dans les articles vendus ou les changements au niveau des vendeurs proposant ces articles ne peuvent pas expliquer cette évolution. Ils élaborent un modèle permettant de faire la distinction entre deux hypothèses : une évolution de la demande des acheteurs qui se détourne de la vente aux enchères et un rétrécissement des marges

de vente qui favorise les prix affichés. Ils ont observé que la première est la plus importante. Ils expliquent également dans quels cas les ventes aux enchères sont toujours utilisées et les raisons pour lesquelles certains vendeurs continuent d'utiliser à la fois la méthode de la vente aux enchères et celle des prix affichés. Dans « The Nature and Incidence of Software Piracy: Evidence from Windows », un article qui sera présenté à la réunion annuelle de 2013, Susan Athey, membre du TNIT, et Scott Stern utilisent des données provenant de Microsoft Windows 7 pour analyser le piratage informatique par des consommateurs individuels ; ce qu'ils appellent le piratage « de détail » (« retail piracy » en anglais). Ils ont observé qu'une grande partie du piratage de détail survient lors de l'utilisation de clés publiées sur des sites Internet comme PirateBay, et qu'un petit nombre de clés représente une grande partie du piratage. Ils examinent ensuite la façon dont le piratage varie selon l'environnement économique et institutionnel et montrent qu'il réagit au PIB et à la protection de la propriété intellectuelle. Ils démontrent également que le piratage réagit à des forces économiques telles que le prix et le coût, en termes de temps ou de bande passante, associé au téléchargement de versions piratées.

D'autres exemples de travaux de recherche des membres du TNIT sont disponibles sur le site <http://idei.fr/tnit/papers.html>. En particulier, les numéros 7 et 9 de la newsletter du TNIT (disponibles à l'adresse <http://idei.fr/tnit/newsletter.html>) comportent des résumés des articles présentés aux réunions annuelles de 2011 et 2012.

ÉVÈNEMENT RÉCENT

18-19 octobre 2013

Réunion annuelle du TNIT

Neuf présentations d'articles universitaires, ainsi que trois sessions de réflexion sur le Big Data, la politique de la concurrence et la propriété intellectuelle.



La recherche multi et interdisciplinaire



Le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) est l'un des partenaires fondateurs de la Fondation Jean-Jacques Laffont. Patrice Bourdelais, Directeur d'études à l'EHESS représente le CNRS au Conseil d'Administration de TSE. Historien et démographe, il dirige également l'Institut des Sciences Humaines et Sociales (InSHS) du CNRS depuis 2010. Très présent dans les programmes européens, il a coordonné successivement un master puis un doctorat Erasmus Mundus sur les thématiques de ses recherches « Dynamics of Health and Welfare ».

INTERVIEW AVEC PATRICE BOURDELAIS

> Le rôle du CNRS dans le développement des SHS

Le CNRS contribue chaque année, par son soutien financier aux équipes et les recrutements de chercheurs et d'IT, au développement des recherches en SHS. Un bilan récent des valeurs ajoutées du CNRS dans le domaine de la recherche en SHS montre assez clairement que les profils de recrutement de chercheurs ont permis de développer des approches formelles, quantitatives et modélisées (cas de l'économie, de la linguistique, de la géographie), ainsi qu'un investissement beaucoup plus important que les universités, pour l'instant, sur les différentes aires culturelles et les approches comparées, essentielles dans un monde globalisé. La priorité de l'InSHS concerne précisément l'internationalisation de la recherche dans toutes les SHS françaises, grâce à la présence de nombreuses unités à l'étranger (30) qui permettent de séjourner au plus près du terrain choisi, à une aide aux missions de moyenne durée (4-9 mois), et à l'accompagnement des grandes revues de nos domaines dans leur mise à disposition en anglais sur internet. La deuxième priorité concerne le soutien aux recherches pluri et interdisciplinaires, qu'il s'agisse de l'énergie, du développement durable, de l'homme « augmenté », des « big data » où l'approche des SHS apporte un regard complémentaire au seul discours technique. La troisième priorité est de favoriser le développement des « Humanités numériques » qui changent aujourd'hui en profondeur le métier de chercheur (le CNRS porte les TGIR Huma-Num et Progedo).

Enfin l'InSHS favorise aussi la constitution de réseaux de recherche sur les questions émergentes ou les champs en structuration (GDR et GIS). Enfin, l'IST des SHS en France est également organisé et soutenu par l'InSHS (soutien aux revues, formations permanentes pour les



La question de l'écart de rémunération entre les chercheurs ou enseignants-chercheurs français et leurs collègues étrangers est d'ailleurs surtout explicite en économie.

personnels documentalistes ou éditeurs par exemple).

> Le rôle du CNRS dans le combat pour garder des SHS au programme 2020

Au cours de toutes les réunions préparatoires au programme FP 8, le Ministère de la recherche et le CNRS ont souligné toute l'importance de maintenir un programme consacré entièrement aux SHS. Le succès de ces démarches a été, il faut bien l'avouer, limité et les recherches fondamentales en SHS seront finalement très peu financées comme si leurs résultats ne semblaient pas apporter, même indirectement, de réponse à la crise que nous traversons. En revanche, les SHS devront être mobilisées dans tous les projets déposés dans les autres défis. La recherche à dimension inter et pluri disciplinaire devrait donc sortir renforcée de ces programmes. Cet échec collectif des SHS à l'échelle européenne, car c'est bien de cela dont il s'agit, devrait inciter nos communautés à réfléchir sur ce qui les rend si peu crédibles auprès des politiques et des décideurs. Nous savons que la situation a évolué depuis quelques années au sein des entreprises où les SHS ont montré qu'elles pouvaient apporter des plus-values en termes d'analyse de pertinence et de « problem solving » mais cette conscience d'un réel déplacement des pratiques et des thématiques de recherche n'est visiblement pas perçue à Bruxelles. Il est aussi de notre responsabilité de faire évoluer cette situation préjudiciable à la recherche en SHS.

> La politique de reverse brain drain du CNRS

Dans de nombreux domaines des sciences de l'ingénieur, de la biologie ou de la physique, les postes permanents ouverts aux concours par le CNRS ont permis d'accueillir des jeunes post-doc français partis un temps à l'étranger et des étrangers. Au cours des dernières années, le CNRS a recruté, y compris en SHS, un tiers d'étrangers parmi ses chercheurs, ce qui plaide en faveur du maintien de l'attractivité de nos laboratoires pour de nombreux collègues, y compris européens. Les chaires environnées ont aussi permis d'offrir d'excellentes conditions de travail, ce qui fut aussi le cas de la possibilité de recourir, dans des cas exceptionnels, à des CDI. La question de l'écart de rémunération entre les chercheurs ou enseignants-chercheurs français et leurs collègues étrangers est d'ailleurs surtout explicite en économie ; les RTRA et fondations créés il y a cinq ans ont contribué à offrir un cadre légal qui permet de trouver des solutions viables. En outre, dans le cadre de la nouvelle politique de site, le CNRS peut, en accord avec ses partenaires locaux, faciliter aussi l'accueil de collègues qui arrivent en France, en organisant une équipe dotée de personnels IT et BIATTS. Notons pour terminer qu'au-delà de la comparaison des salaires nets, nos collègues prêtent aussi attention au coût et à la qualité de la couverture sociale, à la gratuité de l'enseignement maternel, primaire et supérieur, si bien que, selon le moment du cycle de vie et le nombre d'enfants, certains d'entre eux n'ont aucune difficulté à revenir.

EN SAVOIR PLUS

LIVRES RÉCENTS

« **Asset prices and corporate behavior with socially responsible investors** » Patrice Bourdelais et John Chircop-editors, Ed. Colibri CIDEHUS-UE. Lisboa, Mars 2010.

« **The price of Life. Welfare Systems, Social Nets and Economic Growth** » Ed. Colibri, Lisbonne, 2007, (avec Laurinda Abreu, Teresa Ortiz-Gomez, Guillermo Palacios).

« **Dynamics of Health and Welfare: texts and contexts** » Ed. Colibri, Lisbonne, 2007, (avec Laurinda Abreu, Teresa Ortiz-Gomez, Guillermo Palacios).

CHAPITRES RÉCENTS

« **Protéger, éduquer, discipliner la population** » dans « Aux origines de la Médecine », sld Didier Sicard et Georges Vigarello, Fayard, 2011, pp. 186-201.

« **Histoire de la Santé Publique** » dans « Santé Publique l'état des savoirs », sld Didier Fassin et Boris Hauray, Ed. la découverte, Paris, 2010, pp 13-21.

« **Utopia as Future: Economic and Political Development and Health** » dans « History of the Social Determinants of Health ». Global histories, contemporary Debates, Eds. Harold J. Cook, Sanjoy Bhattacharya, Anne Hardy, Orient BlackSwan, 2009, 213-227.

Entreprises : suivez-nous...

L'école met beaucoup d'énergie et apporte plus de moyens pour développer des relations avec les entreprises qui sont essentielles pour faciliter la formation et l'intégration de ses étudiants. Nous sommes convaincus que ces initiatives n'auront pas seulement un impact positif, mais aussi un écho favorable et durable auprès de nos partenaires ! La notoriété de l'Ecole poursuit son ascension, à la fois en amont et en aval !

« En amont de l'Ecole » : le nombre et le niveau des étudiants d'université et de classes préparatoires qui rejoignent l'Ecole est en constante augmentation.

« En aval de l'Ecole » : toujours plus de liens entre l'Ecole et les milieux professionnels...

Les entreprises restent en contact avec l'Ecole grâce au réseau des alumni (dont la croissance se poursuit), grâce aux interventions de professionnels devant les étudiants à l'occasion des « Business Talks » et aussi grâce au Cercle du Bazacle. Le développement de ces contacts apporte un réel bénéfice aux étudiants, qui deviennent en retour les meilleurs ambassadeurs de l'Ecole dans les entreprises ; tous les secteurs d'activité sont représentés dans les stages : industrie (Airbus par exemple), services, banques, consultants en économie, institutions internationales, autorités de régulation... Quelques étudiants ont fait le choix de partir une année en césure en entreprise : l'un d'eux par exemple ira travailler auprès du chef économiste du groupe AXA, rencontré durant une Business Talk.



Lorna BRIOT
Contact: 05 67 73 27 79
lorna.briot@ut-capitole.fr

Une nouvelle responsable des relations entreprises et internationales

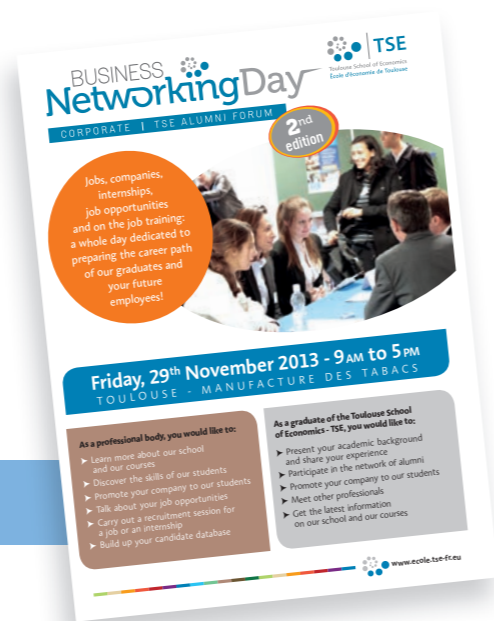
Ce développement de la visibilité de l'Ecole auprès du monde des affaires est appelé à être encore plus dynamique car l'Ecole accueille à la rentrée - Lorna BRIOT.



Rejoignez le réseau des entreprises et institutions amies et partenaires de l'Ecole TSE !

Nous serons heureux de vous accueillir lors du Business Networking Day, ou pour vous faire intervenir devant nos étudiants ! Vous pouvez également soutenir les actions de l'Ecole en nous allouant votre taxe d'apprentissage.

Vendredi 29 novembre 2013



L'Ecole Doctorale TSE

Alors que 80% des placements sont académiques dans de grandes universités européennes et internationales, l'autre partie des étudiants s'orientent dans d'autres domaines d'activités :

- division de la recherche banques centrales
- conseil en réseaux internationaux
- organisations européennes et internationales
- grandes entreprises françaises
- ministères

Pour cette nouvelle année universitaire 2013-2014, l'école doctorale TSE rentre dans sa dernière phase de transition suite à la réforme mise en place voici deux ans. Le nouveau mode d'organisation progressif de l'école doctorale vise à proposer un programme d'enseignement homogène aux étudiants ayant choisi la voie « recherche » au sein de l'école.

Les cours permettent de trouver le juste équilibre entre la diversification, obtenir une bonne culture d'économie générale et la spécialisation nécessaire pour poursuivre efficacement dans la recherche.



EN SAVOIR PLUS :
<http://www.ecole.tse-fr.eu/en/programs/doctoral-program>

Executive Education

Les lauréats du prix EFMD-EIP récompensés lors de la conférence à Stockholm en Octobre 2013.



Délégation EDF et TSE

EDF et TSE

Ont remporté conjointement le prix EIP dans la catégorie « développement organisationnel » pour leur remarquable formation « Corporate Turnaround : Focusing, Aligning & Building for Success », délivrée auprès des dirigeants EDF.

BUSINESS TALKS

3 octobre 2013

Benoît Cœuré, membre du directoire de la Banque Centrale Européenne

sur "New rules for monetary policy : is the central bank still a lender of last resort?"

17 octobre 2013

Anne Perrot, Associé du cabinet de conseil MAPP

sur "Competition Policy."

22 octobre 2013

Arun Kumar Singh

L'Ambassadeur d'Inde en France
sur "Indian Economy and Business opportunities in India."

La communauté des étudiants de TSE est très active à tous les niveaux : de l'organisation d'événements à la création de magazines...

Suivez-les



Ecole d'économie de Toulouse - TSE

BDE TSE :
Bureau Des Étudiants TSE

TSEconomist :
www.tseconomist.com

Ils nous ont rejoint cette année

Ils viennent d'Oxford, Princeton, Cambridge, Paris Dauphine, New York et d'ailleurs, pour contribuer au rayonnement international de TSE et de l'IAST



Milo BIANCHI
> Paris Dauphine



Christine GRÜN
> University of Bonn



Andrew RHODES
> University of Oxford



Paul SCOTT
> Princeton University



Robert ULBRICHT
> University of Munich



César MANTILLA
> Universidad de los Andes



Sean BOTTOMLEY
> Cambridge University



Patrick LE BIHAN
> New York University



Jonathan KLINGLER
> University of Rochester



TSE PROFESSEURS INVITÉS

- Mar REGUANT** > Stanford University
- Angelo ZAGO** > University of Verona
- Arnaud DELLIS** > University Laval
- François GEEROLF** > Sciences Po Paris



INSTITUTE for
ADVANCED
STUDY in
TOULOUSE

IAST PROFESSEURS INVITÉS

- Hillard KAPLAN** > University of New Mexico

EN SAVOIR PLUS...
www.tse-fr.eu/newcomers2013

Projets Européens



European Research Council
Established by the European Commission

2 nouveaux ERC (durée 5 ans)

- Thomas Chaney**
"FiNet : Firm Networks, Trade and Growth".
- Patrick Rey**
"Cooperation and competition in vertical relations: the business strategies and industry oversight of supply agreements and buying patterns"



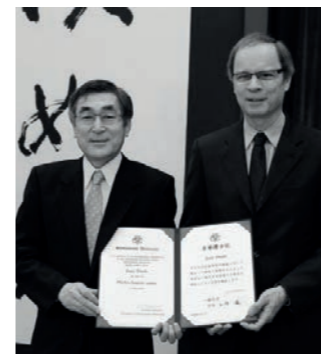
3 nouveaux ANR (durée 3 ans)

- Marti Mestieri**
"GRATE : Croissance, Adoption de Technologies et Commerce" (ANR Jeunes Chercheurs).
- Patrick Fève & Franck Portier**
"AMF Analyse des Multiplicateurs Fiscaux" (ANR Programme Blanc).
- Jean-Pierre Florens**
"IPANEMA : Problèmes inverses et parcimonie pour la modélisation économétrique et applications" (ANR Programme Blanc – multi-partenariat).

Prix et Distinctions

Spaengler IQAM Prix

Augustin Landier et ses co-auteurs J. Sauvagnat, D. Sraer et D. Thesmar ont été sélectionnés par La Revue des Finances comme lauréats du Prix Spaengler IQAM à l'EFA 2013 pour le meilleur article du numéro de l'année dernière : « Bottom-Up Corporate Governance ».



Jean Tirole est admis en tant que membre honoraire (Honorary Fellow) de Royal Society of Edinburgh. RSE a annoncé cette année 47 membres originaires du Royaume-Uni et internationaux élus à la suite d'un rigoureux examen de leurs réalisations dans leurs domaines concernés. Les membres honoraires se distinguent par leur services exceptionnels rendus et par leurs travaux reconnus par leurs pairs comme étant originaux, brillants et révélateurs d'un engagement soutenu. RSE restreint le nombre maximal des membres honoraires à 4 par année.



Jean Tirole, reçoit deux « Docteur Honoris Causa » en mai 2013 :

- > De l'Université de Hitotsubashi (Tokyo), Susumu Yamauchi.
- > De l'HEC Lausanne.

Le Conseil Scientifique de TSE

Nouveau Président



Lors de sa dernière réunion, Torsten Persson a été élu Président du Conseil Scientifique de TSE. Il remplace Richard Blundell et rejoint le comité scientifique qui compte aujourd'hui 16 membres, dont quatre Prix Nobel d'économie Amartya Sen, Roger B. Myerson, Eric S. Maskin et Thomas J. Sargent.

Conseil d'Analyse Economique (CAE)

Jean Tirole, Guillaume Plantin et David Thesmar (HEC) membres du Conseil d'analyse économique (CAE) ont publié un nouveau rapport public sur « Réformer la loi sur la faillite française ».





Augustin Landier

Nouvel ouvrage

10 idées qui coulent la France

par AUGUSTIN LANDIER de TSE

coécrit avec DAVID THESMAR de HEC

Dans cet ouvrage, les auteurs examinent 10 illusions économiques spécifiques qui peuvent être regroupées en trois familles principales.

> De nombreuses interventions gouvernementales et subventions publiques reposent sur la croyance que la « réindustrialisation » est le seul moyen d'éviter le déclin économique. Selon cette théorie, il n'y a aucune raison de craindre la transition d'une économie industrielle vers une économie de services, une transition qui s'opère actuellement en France.

> Il est particulièrement néfaste de présumer que les diverses incitations et les frictions informationnelles qui rendent le fonctionnement des marchés privés imparfait cesseraient soudainement d'exister si les décisions étaient prises par des représentants du gouvernement : les planificateurs bienveillants n'existent pas dans la réalité. Le **colbertisme** naïf mène donc au copinage, aux décisions arbitraires et à une forme de « capitalisme subventionné » où un facteur déterminant majeur du succès d'une entreprise est sa capacité à attirer les subventions publiques. Ce n'est en rien un moyen prometteur de sortir du ralentissement économique.

> Enfin, les auteurs sont extrêmement sceptiques quant à l'idée que la « **gouvernance mondiale** » ou le « **fédéralisme européen** » soient des moyens réalistes de remettre l'économie française sur les rails : de manière

paradoxalement, les responsables politiques invoquent souvent religieusement l'Europe ou la gouvernance mondiale (le G20, par exemple) comme des moyens de mettre de l'ordre dans le chaos économique ; c'est une dimension très importante de leur rhétorique et de leur système de croyances.

Dans le même temps, ils refusent de prendre au sérieux les conseils des instances supranationales, comme le FMI ou la Commission Européenne qui émettent des recommandations précises sur le type de réformes structurelles que la France devrait mettre en place et ils attaquent souvent les politiques de la BCE.



L'AUTEUR

Augustin Landier est professeur à Toulouse School of Economics depuis 2009. Avant cela, il a enseigné la finance à l'Université de Chicago, à l'Université de New York et il a été chercheur au FMI. Il a obtenu un doctorat en économie au Massachusetts Institute of Technology (2002) et est diplômé de l'ENS Paris (1998). De 2009 à 2012, il a fait partie du Conseil d'Analyse Economique. Ses domaines de recherche sont principalement le financement des entreprises, les activités bancaires, l'économie des organisations, la finance comportementale. Il participe régulièrement au débat public en France, notamment par des lettres d'opinion dans des journaux français (Les Echos) et la publication d'ouvrages destinés au grand public. Il a publié avec David Thesmar *Le Grand méchant marché* (Flammarion, 2007) et *La société translucide* (Fayard, 2010), qui a été récompensé du Prix Turgot.



Yoram Bauman



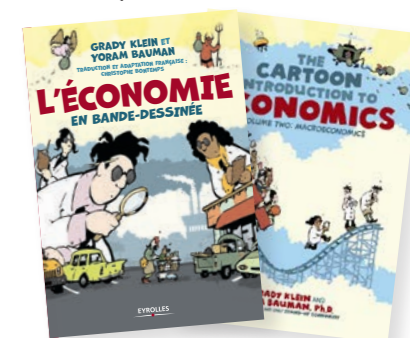
Les sciences économiques du point de vue de l'« économiste de one-man-show »

Yoram Bauman est le premier et le seul « économiste de one-man-show » du monde. Il se produit régulièrement à un niveau international dans des universités, des entreprises, lors de manifestations, etc. et est monté sur scène avec de nombreuses personnalités, depuis Robin Williams à Paul Krugman. Il a fait quelques apparitions dans le TIME Magazine, à la télévision (PBS) et à la radio (NPR) et il a coécrit les deux volumes de *Cartoon Introduction to Economics* – bandes dessinées désormais disponibles en chinois, allemand, italien et français.

« Impression de Christophe Bontemps »

«Lorsque Yoram m'a dit « trouve un éditeur et traduis-le, ce serait vraiment chouette, la France est la patrie de la BD », j'ai cru qu'il blaguait. Jamais je n'aurais pensé sérieusement faire l'adaptation d'une BD d'économie mais Yoram, et son dessinateur Grady Klein voulaient vraiment une version française. Leur enthousiasme s'est avéré persuasif ! Et puis j'avais vraiment aimé la version originale et l'incroyable talent de Yoram dans ses shows. Après l'acceptation des éditions Eyrolles, j'ai eu très peur : traduire n'est pas simple, surtout quand il s'agit d'une BD et qu'il y a au moins un concept économique par page, des blagues,

des onomatopées, et des pirates ! Nous nous sommes finalement rencontrés à Londres et c'est autour de sashimis et d'un verre de saké, que nous avons vraiment sympathisé et envisagé un show à TSE. C'est une personne remarquable, un économiste à 200%, un acteur engagé dans la vie civile et une très belle rencontre pour moi.»



Impressions de Yoram Bauman...

Mon but dans la vie est de diffuser de la joie dans le monde à travers la comédie, de réformer l'éducation en économie, et de mettre en œuvre la tarification du carbone. Je me suis bien amusé pendant les deux présentations à TSE. Je me souviens d'avoir raconté une blague (triste mais vraie) sur le fait que les économistes spécialisés dans le changement climatique se rendent très fréquemment en avion aux quatre coins du globe en préconisant justement une diminution des déplacements en avion aux quatre coins du globe. La ville de Toulouse est très jolie et j'adore sa gastronomie. Il faut que je précise que je viens de Seattle, ville qui abrite une grande partie de la production de l'avionneur Boeing, et qu'il y a donc un peu de concurrence là-bas.

À PROPOS DE CHRISTOPHE BONTEMPS

> Docteur en mathématiques appliquées et ancien élève de l'Enseih, Christophe est ingénieur d'études à l'INRA et membre du groupe Food, Farms & Firms à TSE.

Site Internet

www.standupeconomist.com

